

Conseil national des 16 et 17 janvier 2016

Rapport introductif de Pierre Laurent

Chers camarades,

Je tiens tout d'abord à vous présenter mes meilleurs vœux pour l'année 2016 ou à les renouveler pour ceux que j'ai déjà croisés. 2015 fut une année terrible et c'est avec soulagement que nous en avons tourné la page. Mais comme je l'ai dit lors de mes vœux, « n'abordons pas ce début 2016 le cœur plein de chagrin et de frayeur. Abordons 2016 avec au cœur nos raisons d'espérer, avec du courage et de l'envie ». Faisons-le avec un seul objectif : bousculer les scénarios politiques écrits d'avance.

Je dis cela parfaitement lucide sur les difficultés. Et conscient que le résultat des élections régionales a pu donner un sentiment d'impasse à de nombreux camarades. « Et si malgré tous nos efforts ce que nous visons était vain ? », voilà la question qui a traversé beaucoup de têtes. Cette élection régionale a été un choc, dans un contexte humainement éprouvant avec les attentats, et avec des résultats qui marquent, pour notre ambition politique, un échec.

Nous avons donc besoin de tirer toutes les leçons de l'année écoulée, des deux élections départementales et régionales, sans complaisance, en lançant la préparation de notre congrès. C'est l'ordre du jour de notre Conseil national. Il est évident que ces résultats ne sont pas réductibles à des problèmes de tactiques électorales. C'est le fond qui est en question : l'affrontement avec le grand capital et ses idées, et la question de la perspective historique dans un contexte de crise majeure du système. C'est donc un congrès de fond dont nous avons besoin.

Je vous propose que le congrès se donne trois objectifs :

1. **Clarifier dans un texte fort et lisible le projet politique que nous portons pour la France.** Il s'agit de franchir, sur la lancée de « La France en commun », une étape qualitative dans l'énoncé de ce projet, qui réponde à la question « Communistes, pourquoi combattons-nous ? », qui permette à notre peuple d'identifier la proposition communiste sur le sens de notre société et sur le chemin que nous proposons.
2. **Dire dans une résolution politique ce que nous voulons et proposons pour les élections de 2017,** à commencer par l'élection présidentielle d'abord, puis les législatives et sénatoriales.

Cette bataille a commencé, j'ai déclaré que notre objectif est de travailler à une candidature de gauche, avec un projet de gauche pour la France sur les valeurs de la gauche. C'est-à-dire un projet qui ne peut être porté par François Hollande ou ceux qui incarnent la politique qu'il impulse. Et pour parvenir à cette fin, j'ai dit qu'il ne faut écarter a priori aucune hypothèse de processus collectif. Il est évident que nous avons des initiatives à prendre dès ce Conseil national. Mais le congrès, début juin, sera le moment de synthétiser l'ensemble de nos propositions pour 2017.

- 3. Procéder à tous les changements, adaptations et transformations nécessaires de notre Parti pour se hisser à la hauteur de la période.** Ce travail spécifique pourra être sanctionné au Congrès par un relevé de décisions concrètes.

Avant d'entrer dans le détail, je veux d'abord m'adresser aux communistes, à nos militantes et militants, à nos adhérents et nos adhérentes, pour les féliciter. Nos candidates et candidats, les chefs de file de nos listes ont, dans toutes les luttes sociales et politiques, dans ces batailles électorales difficiles, porté haut nos couleurs et nos idées. Tous, militants, adhérents et candidats se sont dépensés, sans compter, pour obtenir partout le meilleur résultat possible. Je comprends et partage la déception de ceux qui, malgré leurs efforts, n'ont pas obtenu les 5 %, ou qui, comme dans le Nord-Picardie ou en PACA, n'ont pu être présents du fait des retraits de la gauche.

Je tiens à leur dire que même si les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espoirs, les efforts consentis ne sont jamais vains. Un million deux cent mille femmes et hommes ont fait le choix de voter pour les listes où nous figurions. Cela reste un puissant point d'appui.

Le travail accompli va compter parce qu'il est en phase avec les aspirations d'une foule immense de travailleurs et de jeunes de notre pays. Les communistes restent pour des milliers de ces gens une force avec laquelle il faut reconstruire un nouvel espoir. Malgré les efforts réunis du patronat, des droites et de l'exécutif gouvernemental, malgré l'utilisation de la peur et des vocables de la guerre, ils ne sont pas parvenus à faire basculer la société. Je sais que cette idée fait discuter. Où en est la société française ? Elle est au cœur d'une lutte de classes intense, travaillée par de très lourdes contradictions. La société française est divisée en profondeur par les idées de la droite et du patronat, par les tentations de repli, par le racisme et l'individualisme. Mais tiennent bon en même temps les idées et les comportements qui ont l'égalité, la solidarité, la reconnaissance du travail, des services publics, le partage même, comme fondements. Ces idées ont fait la force des manifestations géantes du 11 janvier 2015. Soyons-en persuadés, bien au-delà des résultats électoraux, des millions de Françaises et de Français refusent de s'incliner devant les régressions libérales. La France a un avenir de progrès à écrire. C'est ce qui motive notre confiance.

Cette lutte intense ne se déroule pas seulement en France, mais dans le monde et en Europe. Des "monstres" surgissent dans la crise comme les extrêmes droite en Europe, Daech au Moyen-Orient, Donald Trump aux États-Unis. Mais surgissent aussi des mouvements profonds qui permettent d'envisager de nouvelles solidarités. La victoire à la tête du Parti travailliste de Corbyn en Angleterre, la Grèce, l'Espagne, le Portugal montrent qu'en Europe rien n'est joué, un front solidaire des peuples et des États contre l'austérité peut progressivement se construire. Nous allons y contribuer.

Rien donc ne nous condamne à subir et à renoncer. Nous pouvons nous adosser à des forces considérables. Mais ces forces du progrès, du travail et de la création, qui tiennent la société sur ses pieds et l'empêchent de sombrer, ne trouvent pas le chemin politique de leur unité. C'est à résoudre ce problème qu'il faut s'atteler. Le Parti communiste peut, dans les semaines et les mois qui viennent, jouer un rôle important et reconnu pour bousculer la donne et ouvrir un espoir.

D'abord, il y a l'action et nous sommes dans l'urgence.

Nous devons rassembler et nous battre pour que les Goodyear ne connaissent pas la prison, pour que les Air France ne soient pas condamnés. Nous ne pouvons pas laisser faire et nous devons contribuer à gagner ce combat. Si ces syndicalistes sont condamnés, le grand patronat amplifiera son action pour criminaliser toute action revendicative. C'est un combat que nous devons mener avec toute la force nécessaire.

Nous devons aussi mener sans attendre la bataille pour empêcher François Hollande et Manuel Valls d'inscrire l'état d'urgence et la déchéance de nationalité dans la loi ou la Constitution, en relançant un grand débat national sur le sens de la République.

Nous avons également à relancer de grandes batailles immédiates et durables contre le chômage, priorité numéro un des Français, en opposant à la logique de casse du Code du travail et du CDI qui seront au cœur des projets de loi gouvernementaux, notre projet de sécurisation de l'emploi et de formation pour tous.

C'est dire si ce Conseil national est important.

Je crois que nous sommes attendus. Attendus des communistes. Mais aussi de millions de personnes, de jeunes, de syndicalistes, d'intellectuels, très attachés aux valeurs que nous partageons et qui se sentent en déshérence. Par ces décisions, notre Parti peut gagner en autorité, en sympathie, en forces aussi.

Le travail, j'appelle les communistes à l'investir pleinement. Libérons la parole. Discutons sans tabou, en se respectant, mais en ne fuyant aucune question. Soyons francs et soyons unis, car il n'y a pas de réponse toute faite.

Je veux dire aussi aux femmes et aux hommes qui attendent de nous : nous avons nous aussi besoin de vous. À ceux qui veulent nous rejoindre, je dis : c'est le moment. Je vous propose de lancer une grande campagne pour faire de 2016 une grande année de renforcement du Parti communiste français.

Je veux maintenant aborder les questions qui nous sont posées.

Mon rapport comportera deux grandes parties. Une première esquisse à grands traits la phase politique nouvelle dans laquelle nous sommes. Une seconde avance les pistes de travail et d'initiatives politiques que je propose pour la période à venir et le congrès.

Évidemment, nous entrons dans une phase de congrès. Le dernier mot reviendra sur tous les choix à nos adhérents souverains. Il revient d'ici là à notre direction de prendre toutes les initiatives que la situation nécessite et toutes celles qui permettront aux communistes d'en être pleinement les décideurs et les acteurs.

I - La phase politique nouvelle et ses enjeux

1. Les élections régionales

Les élections régionales de décembre 2015 se sont déroulées dans un contexte inédit : des nouveaux territoires pour plus de la moitié du pays, avec en toile de fond une réforme gravissime mais illisible de l'organisation de la République ; des campagnes électorales quasi inaudibles dans les médias et l'opinion ; les bains de sang du 13 novembre avec leurs

multiples conséquences ; un système institutionnel français et européen perçu comme de plus en plus incapable de répondre aux urgences sociales et économiques des populations et aux enjeux de notre temps.

Les choix des citoyens ont été tout à la fois marqués par les cycles politiques et économiques initiés en 2007 et 2012, mais aussi par les attentats et leurs conséquences puisque 20% à 25% des électeurs se sont décidés après le 13 novembre.

L'abstention

À nouveau, ce scrutin se caractérise par une abstention massive, désormais structurelle. En même temps, cette abstention est en recul significatif sur l'élection de référence de 2010.

En France métropolitaine, elle atteint au 1^{er} tour 50,09% des inscrits, soit un recul de 3,75% sur 2010, et au 2^e tour 41,47%, soit un recul de 7,45% sur 2010.

Pour la 2^e fois consécutive après les Européennes de 2014, l'abstention recule fortement par rapport au scrutin précédent. Ces reculs de l'abstention, spectaculaires dans les régions et les départements où le FN réalise ses meilleurs scores, s'étalent de plus de 11% des inscrits en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, à plus de 5,3% en Bretagne.

Au 2^e tour, il y a un double mouvement de mobilisation des abstentionnistes : un, le plus fort, vers les listes opposées à celle du FN, et l'autre vers les listes du FN. Le problème est que le 1^{er} mouvement est un mouvement contre, alors que le second est un mouvement de plus 800.000 nouveaux électeurs en faveur du FN.

Au 1^{er} tour, comme lors des scrutins précédents, les abstentions se recrutent principalement chez les moins de 50 ans. Plus on est jeune, moins on vote. Selon les sondages, de 76% à 65% des moins de 18-24 ans se sont abstenus et de 61% à 66% des 25-34 ans.

Les catégories populaires sont certes plus affectées par l'abstention que les CSP+, 60 % des ouvriers et 55 % des employés s'abstiennent, mais le facteur générationnel reste déterminant.

Autre élément important pour nous : par rapport à la présidentielle de 2012, les électeurs Mélenchon sont ceux qui s'abstiennent le plus, alors que ceux de Le Pen sont ceux qui participent le plus. Plus on a voté à droite à la présidentielle, moins l'on s'abstient.

Les motivations d'abstention les plus citées sont le mécontentement vis-à-vis du système politique, des partis, le rejet de la politique ; et « cela ne changera rien pour ma vie »

Il reste difficile de classer politiquement les abstentionnistes. Le profil sociologique et générationnel des abstentionnistes ressemble de plus en plus à celui des électeurs du FN. Mais ils ne peuvent être confondus. Les abstentionnistes sont précisément ceux qui ne veulent voter ni FN, ni à droite, ni pour les socialistes. Et, hélas, pas non plus pour le Front de gauche et les communistes. Ce qui domine chez eux, c'est la colère contre « les politiques », le rejet du cynisme, du mensonge, de la démagogie éhontée de certains dirigeants du PS ou de la droite.

Mais aussi une défiance grandissante vis-à-vis du système, de la démocratie, des corps intermédiaires de l'action collective, une attirance pour des pouvoirs forts et autoritaires. Tout cela est évidemment à discuter.

Voyons maintenant les résultats. Je commence par notre Parti.

Nos résultats : un échec pour notre ambition politique

Dans la résolution du Conseil national du 10 juin, nous pointions deux enjeux centraux pour les régionales : la question de « l'avenir de la République » au travers du rôle des régions, et la question de la construction d'une issue authentiquement de gauche face aux politiques d'enfoncement dans la crise.

Le premier enjeu était d'autant plus important que les nouvelles prérogatives des régions, leur découpage et l'émergence en parallèle des métropoles, constituent une victoire du MEDEF et des marchés financiers

Force est de constater qu'avant même les événements tragique du 13 novembre, le débat dans les médias dominants ne portait ni sur les enjeux régionaux, ni sur la calamiteuse et antidémocratique réforme territoriale, alors qu'en pleine crise aiguë de l'État social et de l'État-Nation, ces questions sont fondamentales pour l'avenir de nos concitoyens, de notre République, de notre pays et de l'Europe. Non, il ne s'agissait que de parler du FN, de se positionner face à lui, de savoir s'il allait ou non conquérir une, deux, trois ou quatre régions. Outre cette valorisation officielle du FN comme force anti système, tout a été fait pour que les citoyens ne puissent se saisir des enjeux des régionales. Force est de reconnaître que nous n'avons pas pu ou su nous opposer à cela.

En juin dernier, nous nous étions collectivement donné l'objectif d'avancer à cette occasion vers la construction d'une nouvelle union populaire en appelant au rassemblement et à la convergence citoyenne. Nous visions la convergence entre les forces du Front de gauche, écologiste, de Nouvelle Donne, des socialistes critiques ou en rupture avec la politique gouvernementale, des acteurs du mouvement social et progressiste autour de plates-formes régionales et de listes de rassemblement de premier tour pour des politiques régionales de gauche offensives.

Nous affirmions aussi notre choix politique pour la fusion de 2^e tour des listes capables de battre ensemble la droite et l'extrême droite.

Ce choix, nous l'avons fait avec l'objectif de renforcer des rassemblements au service de politiques utiles à la transformation sociale et de faire élire le maximum de communistes et d'élus Front de gauche afin de défendre les intérêts populaires jusque dans les exécutifs si les conditions le permettaient. Dans certaines régions, nous savions la barre des 5 % difficile à atteindre.

La mise en œuvre de ces choix s'est heurtée à plusieurs obstacles. Les forces auxquelles nous nous adressons existent, mais les faire converger est une bataille qui nécessite plus d'initiatives encore. Certains ont refusé ou, comme EELV, cherché à imposer leur hégémonie comme condition du rassemblement. Et surtout, toutes les forces du Front de gauche, à commencer par le PG, n'ont pas fait le même choix.

Dans deux régions, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Rhône-Alpes-Auvergne, le PG a préféré des alliances avec EELV excluant volontairement le PCF. Et dans une autre, les Pays de la Loire, il n'a participé à aucune liste.

La configuration générale a donc été inégale, même si partout les communistes ont pris toutes leurs responsabilités.

En PACA et Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, le Front de gauche a fait alliance avec EELV. Dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le PCF faisait liste commune avec Ensemble ! et République et socialisme. En Auvergne-Rhône-Alpes, notre liste rassemblait le PCF, République et socialisme et le MRC. Dans les Pays de la Loire, la liste Front de gauche n'était pas soutenue par le PG et Ensemble !. Dans les sept autres régions, il y a eu des listes rassemblement de toutes les composantes du FG dans le cadre parfois d'un élargissement à Nouvelle Donne, au MRC et à la Nouvelle gauche socialiste, avec un engagement toutefois très inégal de nos partenaires sur notre ambition de rassemblement.

Les listes auxquelles le PCF a participé ont réuni 1.206.775 suffrages, soit 5,7% des exprimés. Dans six des treize régions, le Front de gauche n'atteint pas la barre des 5% et n'a donc aucun élu, soit une perte de 43 conseiller-e-s régionaux dont 38 communistes. En PACA et Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le sabordage du PS face au FN fait que le Front de gauche perd ses 23 élu-e-s dont 18 PCF. Dans les cinq régions où le Front de gauche était présent sur des listes de 2^e tour, à savoir l'Île-de-France, la Corse, Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes, il passe de 62 élu-e-s sortants dont 45 PCF, à 40 élu-e-s dont 29 PCF et apparentés.

Sur le territoire des actuelles régions où le Front de gauche était présent en 2015 et 2010, le FG recule partout sauf en Île-de-France avec un faible gain de 19 750 voix. La Normandie obtient le meilleur score des liste FG avec 7,04% des exprimés.

Dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Auvergne-Rhône-Alpes, où le Front de gauche était divisé avec un PG passant alliance avec EELV pour nous faire chuter, les listes où le PCF était présent font plus de 5% : 5,32% dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie devant la liste EELV-PG à 4,83%, et 5,44% en Auvergne-Rhône-Alpes.

L'alliance avec EELV permet au Front de gauche de franchir la barre des 10 % en Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon avec 10,26 % et en PACA cette alliance obtient 6,54%. Dans la première région nous avons 8 élu-e-s PCF et apparentés dans le cadre d'une large victoire de la gauche au 2^e tour.

Enfin, en Corse, où je veux saluer le travail de Dominique Bucchini et de son équipe dont tout le monde loue aujourd'hui son écoute, son travail, ses compétences, une assemblée territoriale de la République française a décidé de porter à sa tête un tandem « nationalo-indépendantiste ». C'est sans majorité absolue dans l'Hémicycle, du fait de règles spécifiques à la collectivité, que le nouveau duo dirige la Corse. Ils ont dès le départ eu des discours durs, cinglants contre la République, avec une certaine conception de l'indépendance. Nul doute que le climat nauséabond qui résulte de l'élection a ouvert la boîte de Pandore. Cela a conduit aux événements violents, racistes et xénophobes à l'égard d'habitants d'une cité populaire et d'une salle de prière musulmane d'Ajaccio pendant la

période de Noël. La Corse entre dans une période nouvelle et troublée. C'est une grande question pour l'avenir de la République.

Au total, des études montrent que lors de ces élections régionales, au moins 45% des sympathisants du Front de gauche se sont abstenus. Sur les sympathisants du Front de gauche ayant voté, d'après les sondeurs, de 18% à 19% l'ont fait en faveur de listes EELV et 20% pour des listes PS (sic) alors que dans le même temps le Front de gauche n'attirait que des miettes des électors PS et EELV.

Ainsi en décembre le Front de gauche n'est pas apparu comme une force utile au changement.

Nous devons constater que le Front de gauche n'a pas eu aux Régionales le même agenda que ses électeurs potentiels. Il ne parvient aujourd'hui à rassembler ni suffisamment la partie de l'électorat de gauche en rupture de ban avec le PS et d'EELV, ni les électeurs de gauche qui continuent sans enthousiasme et sans illusion, pour X raisons, à voter PS ou EELV.

C'est une question récurrente, depuis l'élection de François Hollande. Le Front de gauche ne réussit pas à incarner les espoirs de changements progressistes de cette moitié de la société française, parfois fortement engagée dans des combats citoyens ou sociaux, qui se considère comme totalement étrangère à la tournure prise par les débats politiques actuels.

La gestation de plus en plus lente et difficile des listes Front de gauche due à des négociations hors sol par rapport à la situation de crise politique, économique et social que connaît notre peuple entravent les dynamiques de rassemblement et de projet partagé que nous souhaitons développer.

Force est de constater que la dynamique du Front de gauche est en panne. Certes, il continue à rassembler du monde sur les valeurs de gauche et d'humanité. Certes, il est un label installé dans le paysage politique. Certes les expériences de démarche citoyenne et de « fabriques coopératives » se révèlent prometteuses. Et il ne s'agit sûrement pas de bazer une construction qui nous a permis des avancées réelles.

Mais face à la demande de notre peuple à la fois de pragmatisme, de réponses concrètes et opérationnelles, de rassemblement et de sens, mais aussi aux sentiments de colère et d'impuissance, le Front de gauche est-il à la hauteur des exigences populaires et de nos exigences politiques ? Cette question nous est posée et nous avons notre responsabilité. Car de toute façon, c'est l'élan amplifié d'une telle dynamique que nous avons à rechercher.

Avant de broser les résultats des autres formations politiques, une remarque sur une question qui a souvent fait débat dans le Front de gauche et dans le Parti. La volonté du Parti communiste de conserver des élus serait-elle une des entraves au déploiement du Front de gauche ? Nous devons débattre de cette question.

Je pense tout l'inverse. Le PCF et le Front de gauche viennent de perdre un grand nombre d'élus régionaux, disparaissant même de huit Conseils régionaux sur treize. C'est un coup très dur pour les intérêts des classes populaires, et malheureusement une très bonne nouvelle pour le Medef, le gouvernement, la droite et le FN.

Nos élus, toujours obtenus dans le cadre d'alliances à gauche ou de rassemblement dans les urnes d'électeurs de gauche, ne sont pas des élus concédés par nos adversaires ou même nos partenaires. Ils sont toujours le résultat de rapports de forces construits dans les luttes et les batailles d'idées. Ils sont un point d'appui indispensable de notre bataille dans les institutions et une porte d'entrée vers le travail politique avec des milliers de nos concitoyens, très au-delà de notre influence électorale.

La conquête de positions électives est donc une dimension à part entière de notre travail de conquête politique. Notre implantation électorale, nos positions électives, qui restent aujourd'hui, après la séquence des trois élections municipales, départementales, régionales, très importante mais très inégale, doivent être analysées de près. Car le travail de reconquête en la matière doit être incessant. Et nous ne devons plus céder un pouce à l'idée, qu'avoir des élus ou pas, finalement ce n'est pas la question. Au contraire, c'est une question qui, face à l'entreprise de reconquête de tous les pouvoirs par la droite et l'extrême droite, devient une question primordiale.

Je passe aux autres résultats.

Un grand revers pour EELV

EELV subit ainsi un très grave revers électoral, qui s'est conjugué avec une scission de son organisation provoquée par le gouvernement et le PS.

EELV a conduit des listes autonomes, sauf dans quelques cas où elle entendait faire alliance avec le Front de gauche, à condition d'avoir systématiquement la tête de liste. Les accords séparés avec le PG ont échoué. Là où il y a eu alliance avec le Front de gauche, dont notre parti, les résultats sont meilleurs.

Les listes dont EELV était partie prenante, réunissent 1.440.245 suffrages et 6,81% des exprimés contre en 2010 : 2.372.370 voix et 12,18%, soit une perte de 932.125 voix et 5,37%. EELV ne dépasse pas les 5% des exprimés au 1^{er} tour dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie où elle était en tandem avec le PG, et en Bourgogne-Franche Comté.

En termes d'élus, EELV passe de 246 élu-e-s en 2010 à 62 élus, soit une perte de 184 élu-e-s.

« L'étrange défaite » du PS

Le PS, contrairement aux régionales de 2010 et de 2004, était au 1^{er} tour isolé du reste de la gauche, si l'on excepte les organisations satellites qui gravitent autour de lui : le PRG, l'UDE, le MDP...

Il a rassemblé 4.960.900 suffrages et 23,44% des exprimés au 1^{er} tour. Au 2^e tour, il ne conserve la présidence que de 5 régions sur 13 régions. Les élu-e-s PS passent de 554 sièges à 339, soit une perte de 215 sièges.

Au 1^{er} tour les résultats du PS sont contrastés. Il est quasi stable par rapport à 2010 en Île-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes, en Bretagne, mais ailleurs il connaît de très sévères reculs, allant jusqu'à l'effondrement comme en PACA, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

Le PS connaît, après les municipales et les départementales, un nouveau recul important de son tissu d'influence sur la société française. Mais il ne s'agit pas de l'effondrement prédit par les médias et les sondages avec la perte de 10 régions sur 13.

Le PS et le gouvernement connaissent en fait une bien « étrange défaite ». En effet, le PS subit des pertes rudes en sièges et en territoires. Ce recul déstabilise les positions de la gauche dans son ensemble et la fait disparaître de deux régions majeures.

La gauche dans son ensemble est réduite à la portion congrue malgré le sursaut de mobilisation anti-FN du 2^e tour. Au premier tour, elle passe de 10.440.642 voix et 53,61% aux régionales de 2010 à 7.847.396 voix et 37,1 % en 2015, soit une perte de 2.593.246 voix et 16,51%.

Mais dans le même temps, Hollande et Valls peuvent estimer avoir des points pour installer la sinistre stratégie qui est la leur pour 2017 :

- Sur leur gauche, le FG et EELV sortent affaiblis d'un scrutin où ils n'ont pas réussi à rassembler les « déçus » de 2012 et les perdants de la politique économique et sociale du gouvernement.
- Au lendemain des régionales, Marine Le Pen apparaît aux yeux des électeurs comme sélectionnée d'office pour le second tour de la présidentielle, d'où la possibilité de jouer la carte d'une nouvelle forme de vote utile dès le 1^{er} tour en faveur du candidat Hollande.
- Le sabotage réussi des listes PS dans le Nord-Pas-de-Calais et PACA, ouvre la voie à une majorité gouvernementale et législative d'Union sacrée face au FN, incluant les composantes de la droite libérale et centriste.
- En termes de rapport de force, la droite ne progresse pas sur 2010 et voit une partie de plus en plus grande de son potentiel électoral glissant vers le FN en particulier dans les couches populaires.

En somme, le piège du tripartisme s'installe, verrouillant un peu plus la situation politique.

La droite gagne sans progresser

La droite qui gagne 7 régions et plus de trois cents sièges le fait sans progresser en voix et en pourcentage.

Au 1^{er} tour de 2015, la droite LR-UDI-Modem réunit 5.727.016 voix et 27,08% des voix, alors qu'en 2010, elle réunissait 5.884.375 et 30,22% des suffrages. Soit une perte de 157.359 voix et 3,14%.

Par contre, la droite gagne 7 régions et passe de 463 élu-e-s à 789. Au 2^e tour, elle a bénéficié d'un double vote « utile », l'un contre la politique gouvernementale et l'autre contre le FN. En Île-de-France, c'est le report entre les deux tours d'une partie de l'électorat FN qui lui assure sa victoire.

Le FN principal vainqueur du scrutin

Le FN est le grand vainqueur de ce scrutin, malgré un 2^e tour qui met en échec ses objectifs de conquêtes territoriales.

En 2010, le FN était donné pour agonisant, il avait été exclu du 2^e tour dans 10 des 22 régions de l'époque. Cette fois, le FN est passé de 2.223.760 voix et 11,42% des exprimés en 2010 à 6.010.586 voix et 28,43%. Soit des gains de 3.786.826 voix et 17%. Il retrouve l'équivalence de 95% des voix de Marine Le Pen de 2012.

Le FN obtient 358 sièges au lieu des 112 sièges qu'il avait en 2010.

Le vote FN est d'abord un vote de droite radicalisé, recrutant chez les jeunes, les ouvriers, les employés et dans les territoires périurbains et/ou dévastés par la désindustrialisation. Sa progression est particulièrement inquiétante chez les catégories C des trois fonctions publiques. Il capte 44% des voix de la fonction publique hospitalière toute catégorie confondue, pour ceux qui votent. Entre le 1^{er} et le 2^e tour, le FN gagne 809.712 voix qui heureusement n'arrivent pas à compenser le sursaut citoyen. Il ne peut donc atteindre son funeste objectif de conquête du pouvoir régional.

En laissant un paysage politique dévasté, centré autour de trois pôles, le PS, la droite et le FN et avec comme système de référence le positionnement par rapport au FN, ces élections régionales marquent au total une rupture et un changement qualitatif dans la crise de notre République et de son État social et régalien. Maintenant la Ve République vit en tension permanente entre son essence présidentialisée bipolaire et la tripolarisation avec le FN. Toutes les tentatives de réorganisation vont se déployer pour reconstruire une nouvelle bipolarisation entre un bloc social-libéral et libéral conservateur et le FN qui neutraliserait durablement toute perspective de changement progressiste, scénario qui ferait planer la menace d'une victoire toujours possible du FN. C'est l'immense défi que nous avons à relever.

2. Le poids des attentats du 13 novembre

Il est incontestable que les massacres du 13 novembre, en plein dans les élections régionales, ont choqué profondément le pays et modifié la situation. Le traumatisme a des conséquences durables. Si le climat politique national en est bouleversé, si les attentats de janvier et de novembre ne peuvent manquer de nous interroger sur l'état de la société française, leurs causes internationales sont premières.

Nous avons une grande bataille d'explication à mener car elles sont occultées ou tronquées au profit d'une unique lecture sur le thème de la guerre des civilisations : guerre Orient-Occident, ou Islam contre Occident à l'héritage chrétien, ou barbarie contre un Occident, berceau et porte-drapeau de la démocratie et de la civilisation. Cette vision c'est précisément celle que cherche à imposer l'Organisation de l'État Islamique (OEI) en plongeant dans la peur les populations européennes. Trois remarques à propos de ces dimensions internationales.

Première dimension : En 2014 et c'est resté vrai en 2015, cinq pays seulement ont totalisé à eux seuls près de 80 % des victimes civiles du terrorisme. Il s'agit de l'Afghanistan, de l'Irak, du Nigeria, du Pakistan et de la Syrie, qui tous connaissent des États déliquescents ou considérablement affaiblis, et des situations de guerre et de conflits décennaux marquées par des interventions militaires « occidentales », des occupations, des crises sociales

profondes. C'est en Irak que l'on comptait en 2014 le plus de morts (près de 10 000) et au Nigeria, la plus forte augmentation du nombre des attentats (+300%). Les attentats de Paris et St-Denis comme ceux d'Istanbul, mardi dernier, ou du musée du Bardo à Tunis ou ceux de Sousse et de l'hôtel Radisson à Bamako, visent donc de façon privilégiée les opinions publiques européennes, en cherchant à les enfoncer dans des cycles de peur et de haine, à nourrir le feu d'un antagonisme « Orient/Occident » qui trouve dans notre pays et en Europe des relais, revendiquant un « héritage chrétien » pour le porter.

Deuxième dimension : La situation en Irak et en Syrie. Le pouvoir de Bachar El Assad a, pour contrer les mouvements populaires d'exigences de réformes sociales et économiques, misé sur la militarisation et l'internationalisation du conflit alimentant la compétition des puissances régionales et leurs appuis internationaux, déjà largement impliqués dans la déstabilisation régionale. Au bout de cinq ans de guerre que nul ne pourra jamais gagner, un nouvel acteur, l'Organisation de l'État islamique – née en 2006 d'Al Qaïda en Irak – a saisi dans cette guerre l'opportunité d'atteindre son objectif politique : participer à la redéfinition des espaces territoriaux du Proche-Orient et former son califat sur les ruines de l'Irak et de la Syrie en éliminant non seulement le pouvoir syrien mais aussi toutes les alternatives au régime, à commencer par les démocrates et progressistes. Il organise la vie économique et sociale des zones qu'il occupe comme le ferait une puissance publique. Il dispose de sources de financement (pour un budget de fonctionnement estimé à plus de 2 milliards de dollars) qui repose à volume égal sur les ressources de l'exploitation du pétrole (31%), d'un système de fiscalité (31%) dont la taxation des « marchandises » qui entrent et sortent des territoires qu'il contrôle, mais aussi le racket des populations, l'agriculture, le trafic des œuvres d'art, le kidnapping, enfin de donations (estimées par les Américains à 4 %...) de personnalités parmi lesquelles, notamment, les personnalités saoudiennes ou qataries.

Tous ceux qui ont joué la carte de cette militarisation, à commencer par la France, ont nourri ce terrible engrenage dont on ne sortira plus aujourd'hui en continuant à alimenter une infernale logique de guerre recherchée par l'OEI.

Troisième dimension : L'OEI recrute dans tous les pays des mercenaires qu'il forme, endoctrine et conditionne pour des actions hors de son territoire. Il a un système abouti et organisé de communication et de médiatisation. L'OEI contrôle des banques et tire avantage du système financier international. Des organisations telles que Boko Haram au Nigeria lui prêtent allégeance et étendent ses ramifications. Il tire avantage sur le plan idéologique, auprès des populations qu'il tient sous sa domination, des coalitions internationales (États-Unis, Russes ou Saoudiens) tentant d'organiser contre lui mais en compétition entre eux. L'OEI participe ainsi activement au mouvement de remilitarisation des relations internationales désormais à l'œuvre et qui a permis son émergence. L'OEI se projette dès lors comme une « puissance » internationale ayant capacité d' « intervention extérieure ». La position de la France qui reste cantonnée au volet militaire malgré sa participation aux groupes de travail du Groupe de soutien international à la Syrie mis en place par l'émissaire de l'ONU est donc dangereuse parce qu'elle nourrit au lieu de combattre cette stratégie.

La stratégie de « lutte » puis de « guerre contre le terrorisme », initiée par les États-Unis, produit le résultat inverse au but proclamé.

Si la réponse aux menaces d'attentats se trouve en Syrie et au Moyen-Orient, alors cette réponse doit d'abord et avant tout être politique et elle consiste à rétablir la paix et la sécurité collective dans la région, à promouvoir la reconstruction d'États et puissances publiques au service de leurs peuples, de leur développement, de leurs droits et de la démocratie selon des modalités dont les peuples devront pouvoir être maîtres.

La France doit changer de politique : agir pour émanciper les relations internationales du jeu de domination des puissances et de la mainmise des forces de l'argent ; donner toutes ses chances au processus de solutions politiques en Syrie et en Irak sous supervisions de l'ONU ; travailler à la relance d'un processus de paix en Palestine contre la colonisation à marche forcée du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu ; avec ses relations troubles et complices avec l'Arabie Saoudite et la Turquie.

Mais les attentats du 13 novembre ont désormais fait de cette logique de guerre une question de l'unité intérieure. Le gouvernement déclare que nous sommes en guerre et le risque de voir une partie de la population française désignée comme ennemi intérieur grandit chaque jour, avec les graves risques de tension et de conflit que cela peut engendrer dans une société en souffrance et en crise comme la nôtre.

Des forces, à commencer par le FN, s'emploient à nourrir cette logique de tensions. Les incidents d'Ajaccio, de Marseille, ceux de Cologne en Allemagne sont alarmants. Le vivre-ensemble républicain est gravement menacé.

En visant le peuple des stades, celui des salles de concerts et des terrasses de cafés, les terroristes avaient une cible : notre société dans son ensemble, une certaine manière de vivre, d'échanger et de partager avec le sport, la culture, avec la simple convivialité d'un verre avec des amis. Il faut bien mesurer l'effroi que cela a provoqué dans notre pays. Des observateurs ont jugé que l'esprit Charlie ne s'est pas fait ressentir comme lors des attentats de janvier. Je crois tout au contraire que notre société, avec les portes des Parisiens ouvertes à celles et ceux qui fuyaient l'horreur, avec les bougies et les drapeaux, les mobilisations spontanées place de la République et ailleurs, ont de nouveau donné à voir l'attachement à des valeurs. Malheureusement, les dernières commémorations officielles se sont tenues dans un climat sécuritaire qui ne correspond en rien au message de vie et d'espérance que nous devons toujours opposer aux terroristes. Leur objectif ultime est de nous faire vaciller sur les valeurs républicaines. Ils cherchent la guerre civile. Mais le gouvernement, lui ; a tourné le dos à l'esprit Charlie pour faire aujourd'hui prévaloir la réponse militaire et une dérive sécuritaire et autoritaire inquiétante.

Les trois dernières semaines de la campagne des élections régionales se sont déroulées dans un climat de sidération avec un pouvoir qui a joué à bloc sur les peurs. En janvier, il était question du vivre-ensemble, de la liberté d'expression, de la jeunesse et des quartiers populaires, de la laïcité et de la République. Aujourd'hui, François Hollande s'arc-boute sur la déchéance de nationalité – avec des responsables socialistes qui sont allés jusqu'à présenter la déchéance pour tous comme une réponse au principe d'égalité. Et le Premier ministre vise les sociologues et les chercheurs laissant croire qu'analyser et comprendre, c'est excuser et justifier. Pour des raisons électoralistes, le pouvoir a donc fait le choix d'un adieu, face au terrorisme, aux réponses de gauche, à une réflexion sur le chaos du monde et sur ce qui mine notre société. Si vraiment, comme l'a indiqué F. Hollande lors de ses vœux le 31 décembre, il y a une « urgence sociale et économique », alors la réponse aux défis doit

être avec plus de République et de démocratie, plus de justice et d'égalité, plus de fraternité et de solidarité. Il existe des ressources considérables dans notre pays pour prendre cette direction et ne pas emboîter le pas dans une sorte de course contre la montre qui, au final, voit le pouvoir reprendre à son compte des propositions de la droite extrême ou d'extrême droite.

Notre Parti et ses parlementaires s'opposeront à ces propositions. La déchéance de nationalité est inefficace face au terrorisme et dangereuse pour la République car contraire au principe d'égalité et aux principes universels des droits de l'humain. Quant à l'inscription dans la loi, la Constitution ou le Code de procédure pénal des dispositifs de l'Etat d'exception, c'est le recul institué des libertés fondamentales et de principes de séparation des pouvoirs.

3. Le choc des régionales vient de loin

Analyser les résultats des élections régionales et le choc qu'elles constituent, c'est en comprendre les racines profondes. Ce ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il faut remonter aux évolutions qui travaillent la société française depuis presque 15 ans, avec la qualification au deuxième tour de la présidentielle de Le Pen père en 2002, puis en 2005 avec la victoire du « non » au TCE, aussitôt « tuée » par les gouvernements successifs.

Au fil de cette dernière décennie, la crise économique systémique, et son pic de 2008, et la crise politique et démocratique ne sont plus devenues qu'une seule et même impasse en France comme en Europe.

C'est l'impasse sur l'emploi et les salaires, sur le développement industriel, l'impasse sur les services publics et la réponse aux besoins sociaux, l'impasse sur les droits sociaux collectifs, sur le type de croissance. C'est l'impasse en matière d'écologie malgré les contrats et les prises de conscience de la COP21. C'est l'impasse démocratique comme on l'a vu avec la Grèce.

Les besoins de transformations profondes et systémiques poussent pour une nouvelle sécurisation de l'emploi et de la formation ; pour repenser le travail, la production et les services à l'heure de la révolution numérique ; pour réussir la transition écologique ; pour construire du bien commun et du progrès partagé sans lesquels il n'y aura ni paix, ni sécurité..., mais tout bute sur les logiques et la crise du système.

On gagne sans cesse en productivité grâce à une évolution expérimentale des possibilités technologiques, mais la privatisation de ces gains sert le chômage et la guerre économique exacerbée, la sur-inflation permanente du capital et de finance.

La phase en cours de la crise, qui a débuté en 2008, pourrait déboucher sur une nouvelle explosion de tous les antagonismes vers 2017-2019, avec un nouveau krach mondial et la relance de toutes les guerres monétaires et financières.

Comment dans ces conditions ne pas constater les dégâts considérables de la crise qui semble de ne plus avoir d'issue pour le plus grand nombre ? Sa durée, sa gravité, son étendue sociale n'épargnent personne, tout cela pèse sur les consciences.

Pas une famille sans chômeur, pas une famille sans précaire, des bas salaires généralisés au plus grand nombre et l'affaiblissement sinon la disparition des dispositifs de protection font le lit des replis et encouragent les abandons d'espoir pour l'avenir en même temps qu'ils tendent à ronger les solidarités.

Bien sûr tout cela est contrasté. Des recherches de solutions sont présentes mais le poids de l'enfoncement dans une crise qui semble sans issue, sans responsables identifiés, et auquel le libéralisme à tout crin n'apporte que des réponses toujours plus régressives alimente des formes variées de désespérance. La colère s'égaré souvent contre « les politiques », « le système » et bien sûr le voisin... Et c'est le dégoût, l'amertume voire le renoncement qui se mettent à l'emporter.

Les résistances citoyennes sont phagocytées par le vécu même de la crise, par son intériorisation, par un sentiment d'impuissance décuplé par la crise politique et démocratique. Faute d'une alternative forte, crédible et mobilisatrice, tout cela chausse des semelles de plomb aux idées de changement progressiste.

Lever cet obstacle est pour nous une bataille essentielle et il nous faut comprendre, pour agir dessus, les camisoles idéologiques et les efforts colossaux qui sont déployés pour enfermer nos concitoyens.

La dimension européenne y ajoute un verrou décisif. L'Europe, devenue lieu de décisions essentielles, paraît pour tant de gens hors d'atteinte de leur intervention. Les murailles de cette nouvelle Bastille semblent à leurs yeux infranchissables.

Depuis le référendum de 2005, l'obstination des dirigeants à faire l'exact contraire de ce qu'exprimaient les Français, a renforcé l'idée qu'il est hors de portée d'infléchir les choix, même si en mai dernier, 10 ans après, des enquêtes nous disent que le « non » serait majoritaire encore plus largement qu'en 2005, montrant ainsi que recherches de solutions, résistance et résignation se côtoient. Et cet été, le pistolet appuyé sur la tempe du gouvernement et du peuple grec pour qu'il cède aux exigences de la troïka n'agit-il pas aussi de la même façon pour tous les peuples de l'Europe ?

Les phénomènes de rejets populaires sont donc construits dans la durée, coincés entre deux mâchoires : l'une est la résistance de nos concitoyens aux dogmes libéraux, et à leurs conséquences ; l'autre est l'acharnement des dirigeants de droite comme du Parti socialiste dans leurs choix libéraux. Ainsi s'installe l'idée de l'absence d'alternative. De ce point de vue, la brutalité assénée des choix de renoncement de François Hollande ont accentué le « There is no alternative ».

De larges pans du discours politique qu'on nous impose de façon aggravée depuis la présidence Sarkozy glissent vers les thématiques de la droite et de son extrême : concurrence, compétitivité, lois intangibles du marché, patronat de droit divin, pénalisation du syndicalisme, stigmatisation de l'immigration, vision chaotique du monde...

L'état des consciences reste foncièrement contradictoire. Dans cette campagne, nous avons fait des rencontres formidables, vu des gens qui n'abandonnent pas l'idée du progrès social, qui nous ont dit dans le monde du travail ou les milieux associatifs ou culturels tout le bien qu'ils pensaient de nous. Mais combien d'entre ces électeurs dans ce contexte général ont-ils au final succombé au découragement ou aux sirènes du vote dit « utile » dès le premier

tour face au « danger » Le Pen ? Dans une région, 6 sondages divers donnaient de juillet à décembre 8% puis 9% à notre liste - même si l'on ne doit pas prendre les sondages pour argent comptant. Au final, le jour du vote, c'est moins de 5% pour notre liste et 3% à 4% supplémentaires pour la liste du Parti socialiste conduite par le président de Région.

Là aussi cela vient de loin : aussi usée pouvait-elle paraître, la corde du « vote dit utile » a de nouveau encore marché, mais elle fonctionne de plus en plus comme la corde qui soutient le pendu. C'est un nœud coulant à étouffer l'espoir.

Quand le rejet l'emporte pour les uns avec l'obtention pour les plus nombreux ou le vote Front national pour les autres, c'est souvent le « moindre mal ». Les électeurs du Front de gauche ne sont-ils pas ceux qui se sont le plus abstenus quand ceux de Le Pen ont le plus voté ? Et mesurons que plus d'un électeur sur 5 du Front de gauche à la présidentielle aurait choisi les listes socialistes pour répondre au danger du FN.

Le Front national et sa stratégie national-populaire, anti-système, anti-partis de gouvernement puise sa force de cette impasse. C'est si souvent au nom du changement que s'inscrivent les motivations du vote FN !

La dédramatisation du FN conduite par Marine Le Pen n'a pas consisté à changer la nature du FN, mais à tout faire pour s'adapter aux enjeux actuels, et face à la crise capitaliste et aux peurs qu'elle engendre, à apporter une réponse d'extrême droite, nationaliste et populiste, xénophobe et autoritaire. Déjouer ce piège considérable, voilà aussi une tâche qui est devant nous.

Enfin, ne sous-estimons pas que, malgré ces obstacles, malgré les souffrances et le désarroi, notre peuple continue à chercher des réponses. Pour une part l'abstention l'exprime aussi, à sa manière : certains ne disent-ils pas par cet acte : « ce système ne marche plus, ne répond pas à mes attentes, je ne me retrouve pas dans l'offre politique, il n'y a pas moyen de s'en sortir ». Toutes considérations qui se retrouvent aussi par une certaine partie des électeurs du FN qui pensent commettre un acte transgressif pour donner ce fameux coup de pied dans la fourmilière du « monde politique » qui n'entend rien et nous méprise. N'avons-nous pas beaucoup de choses à dire à toutes celles et tous ceux-là ? Je pense que si.

Tirons tous les enseignements de ce choc des régionales aussi pour mieux percevoir la société telle qu'elle est avec ces contradictions et non telle qu'on pense parfois qu'elle est : soit radicalement pour le changement quand elle vote non au référendum ou désespérément conservatrice quand les idées de la droite semble l'emporter. Des courants contradictoires la traversent : le travail du congrès devra aussi les discerner pour permettre d'agir au sein même de ces contradictions et redonner du sens commun et de la force à un projet progressiste.

4. Pourquoi n'y arrivons-nous pas ?

Gouverner libéral ou protester radical, tels étaient les termes de l'injonction face à laquelle nous nous trouvions en 2008. L'invention du Front de gauche a cherché un dépassement de cette contradiction en traçant une autre perspective. L'ambition majoritaire du Front de gauche a pour cela été au cœur des débats dès sa fondation.

En 2009, pour faire face à la dégradation de la situation politique et donner un nouvel élan à l'alternative à gauche, nous créons le Front de gauche pour changer d'Europe. C'était la traduction des orientations définies par les communistes en congrès : travailler à la constitution de fronts d'idées et d'actions capables de faire grandir un « front progressiste et citoyen ». Cette initiative était pleine de promesses et nous avons poursuivi dans cette voie lors des élections régionales de 2010 avec trois objectifs : «changer les rapports de forces à gauche», «battre la droite», «construire des majorités solidement ancrées à gauche». Notre dynamique a atteint son apogée lors de l'élection présidentielle de 2012, autour de *L'humain d'abord*, voyant notre candidat commun, Jean-Luc Mélenchon franchir la barre des 11%. Mais dès les législatives, la décrue était amorcée.

Lors de notre congrès de 2013, nous appelions de nos vœux une «saison 2», élargissant «fortement le périmètre des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans le Front de gauche», se fixant l'ambition de «rendre majoritaires les options de transformation sociale» et de «contribuer à l'émergence d'un nouveau Front populaire». Aujourd'hui, à l'issue d'élections régionales qui ont vu le Front de gauche se présenter uni face aux électeurs seulement dans 7 régions sur 13, le diagnostic est préoccupant.

Autant notre démarche a trouvé du ressort face au pouvoir sarkozyste, autant, depuis l'arrivée de François Hollande, elle a été à la peine. Devant la division de plus en plus marquée des forces se réclamant de la gauche, la crédibilité de nos objectifs a été entamée. Ainsi, des désaccords stratégiques que l'enthousiasme des débuts avait balayés sont réapparus et ont alimenté un débat ardu entre les organisations membres du Front de gauche autour de la question du rassemblement.

Nous n'avons pas su permettre l'arrivée de nouvelles forces de manière significative et l'implication des personnalités du mouvement social, intellectuel et culturel s'est peu à peu rétractée. Progressivement, l'image positive du Front de gauche a été écornée, et devant son manque de résultats suffisants, prêtant le flanc à la caricature, se laissant enfermer dans la case «gauche de la gauche», il a reculé comme incarnation d'un espoir politique populaire.

Face à cette situation, nous avons cherché des issues, nous avons mené le débat sur les objectifs du Front de gauche, nous l'avons toujours fait dans un esprit de rassemblement, mais nous n'avons jamais voulu confondre le moyen avec le but, nous nous sommes refusés à réduire le Front de gauche à une machine de guerre électorale pour la présidentielle, nous avons essayé d'éviter une ossification de la dynamique pour qu'elle reste ouverte et ne se fige pas dans des postures ne permettant pas son élargissement. Cela n'a pas été sans inconvénients. Acculés à affronter des échéances électorales en rafale, nous ne sommes pas parvenus à donner une lisibilité politique nationale suffisante à notre démarche.

Malgré ces difficultés, la dynamique du Front de gauche continue cependant de nourrir à la fois des espoirs dans le mouvement social et une partie du peuple de gauche, mais aussi des rassemblements locaux permettant à des militants d'agir en politique. Dans la période qui s'ouvre, nous devons continuer à pousser d'autant plus le débat pour que les forces qui s'y sont reconnues ou s'y reconnaissent œuvrent à construire une alternative de gauche dans notre pays et au-delà.

Nous devons tirer toutes les leçons de cette offensive stratégique, sans renier ce qu'elle a apporté ces dernières années au mouvement de la société, et à partir des objectifs que nous définirons, inventer la suite d'une nécessaire dynamique de rassemblement à gauche.

Pour cela, nous devons mieux analyser les obstacles qui se dressent sur notre route. Beaucoup se demandent pourquoi des mouvements progressistes nouveaux parviennent à percer ailleurs mais pas en France.

Notons d'une part que les mouvements européens sont loin d'être uniformes en ce sens. Mais regardons effectivement vers le meilleur, dont notre pays a souvent lui aussi été capable.

Ceci dit, la politique ne répond pas à des lois mécaniques. Et là aussi, regardons avec attention ce qui se passe chez nos voisins – et les mouvements ne sont pas uniformes – en évitant la tentation du modèle, ou celle du yo-yo médiatique qui nous fait adorer un jour ce que nous haïssons le lendemain.

Ainsi, l'expérience grecque ouverte par l'arrivée au pouvoir de Syriza, braquée sous les feux médiatiques jusque la fameuse nuit de juillet 2015, a disparu des radars médiatiques. Mais la bataille est toujours en cours et elle montre notre attention et notre solidarité.

Au Portugal, même si les médias français le taisent, une expérience singulière se mène où un gouvernement socialiste, avec le soutien parlementaire critique et vigilant du PCP et du Bloco, remet à l'ordre du jour les 35 heures.

En Espagne, le bipartisme vient d'être ébranlé, non seulement par Podemos, mais aussi par des forces diverses dans lesquelles les mariées citoyennes et la Gauche unie d'Espagne jouent un rôle pour l'avenir. Là aussi regardons tout cela avec rigueur et attention pour en tirer le meilleur sans raccourci.

Quant à mieux comprendre nos obstacles, sachons nous-mêmes mieux regarder et écouter la France et les Français, car je l'ai dit, c'est un fait, nous ne sommes pas suffisamment parvenus à entrer en résonance avec les attentes de la société française, une société en pleine évolution qui cherche elle-même son chemin.

La France traverse une profonde crise culturelle, une crise d'identité et de sens. Les fondements républicains sont massivement attaqués. Si nous devons mieux comprendre le mouvement du monde, les invitations du capitalisme, les incidences de la révolution numérique dans tous les domaines de l'activité humaine, les mécanismes de fabrication et imprégnation de la pensée dominante, il nous faut comprendre les conditions du déploiement de toutes les contradictions générées dans les réalités et la conscience nationale.

Le rôle du grand patronat, la recomposition capitaliste des pouvoirs médiatiques, les enjeux singuliers de la désindustrialisation française, l'emprise du secteur bancaire et financier sur les stratégies nationales, la nature et les objectifs de la bataille nouvelle qui se mène contre la laïcité républicaine, la résurgence de mentalités coloniales, le sentiment d'effacement de la France dans la mondialisation... toutes ces questions et beaucoup d'autres doivent être mieux explicitées par nous, dans les conditions concrètes de la France, avec leurs enjeux de classe, au risque sinon de servir de Chevaux de Troie à toute l'agitation

sur l'identité nationale telle que Sarkozy et Le Pen tentent de l'imposer sur un mode de repli et non d'universalité.

La gauche, la place de la France dans l'Europe, le Front national... tout nous ramène ou nous éloigne d'une certaine idée de la France.

Nous devons travailler et batailler sur cette question de la gauche qui fait débat, parce que le mot a été abîmé, perverti, dégradé. Lorsque les médias l'emploient, ils en font le synonyme du Parti socialiste et de l'Élysée. Ce qui est visé avec la disparition de l'idée de gauche c'est la disparition de tout un imaginaire social et culturel et la négation de tout un peuple, qui dans sa diversité se reconnaît dans le mouvement issu des Lumières et des intuitions de Marx et aspire à l'émancipation humaine. François Hollande, Manuel Valls, Emmanuel Macron veulent tuer la gauche. Par leur politique, ils ont désarçonné de nombreux hommes et femmes qui croyaient une autre politique possible que le libéralisme et ils ont dégoûté une part importante de notre peuple de la chose publique. Réinvestir le champ de la gauche, de toute la gauche, en lui donnant un contenu de notre temps, est une condition pour retrouver la force d'une dynamique populaire d'émancipation, et pour redonner du sens à la politique.

La progression du Front national doit à coup sûr être mieux étudiée par nous sur plusieurs terrains à la fois.

Car pour nombre de Français, le FN n'est plus un exutoire mais une réponse. Il convient de batailler sur ses idées et sa démagogie, car il travaille en permanence à épouser les angoisses du pays pour les détourner. Il n'y a pas de modération ou de banalisation du FN, mais un mensonge permanent de sa part savamment distillé dans la société. Il convient également de combattre avec plus de force toutes les stratégies politiques visant à les placer au centre du système. Car, c'est une singularité française, le FN a été choisi comme concurrent politique numéro 1 par les deux premières forces politiques nationales.

La droite, avec Sarkozy, pour épouser ses thèmes. Le PS, avec Hollande, pour recomposer le système politique en fermant la concurrence à gauche.

Casser ce piège en rouvrant le débat à gauche sur un autre projet, c'est de fait combattre la place centrale que certains souhaitent continuer à accorder au FN.

Car nous sommes désormais devant une situation profondément préoccupante. Le bipartisme n'est plus. Il a cédé la place à un tripartisme qui fait craquer les institutions de la V^e République. Cette réalité peut être transitoire ou plus durable, mais nous sommes convaincus qu'elle n'offre aucune perspective à notre peuple.

Le pari de la social-démocratie de François Hollande, c'est la constitution d'une nouvelle force démocrate de type centriste aspirant une partie de la droite, pour retrouver un bipartisme nouveau face au Front national ayant lui-même été rejoint par les forces de la droite extrême. La droite est en débat sur l'attitude à adopter, sur fond de radicalisation libérale.

L'enjeu est donc de relancer un mouvement de transformation sociale de notre temps, qui nous permette de relever le gant de l'affrontement de classe pour libérer à nouveau le

chemin de l'émancipation humaine. Il doit se construire sur une perspective de fond que nous devons définir positivement pour passer de la résistance à l'offensive.

Si les moments semblent difficiles, la perspectives obscurcie par une présidentielle apparemment verrouillée d'avance, je crois que la relance politique d'une nouvelle possibilité à gauche reste possible.

Je veux maintenant dire pourquoi et comment.

II - Comment avancer ? Quelles nouvelles initiatives du Parti communiste ?

1 - Un nouveau projet politique pour la France

Si les blocages, les obstacles, les contradictions sont nombreux, les possibilités d'avancer et de relancer notre projet sont également là. C'est d'abord les impasses structurelles dans lesquelles nous enfoncent le système et les énormes potentiels générés par les révolutions numériques, démographiques et informationnelles que gâche le système radical de logiques. Si les changements n'ont pas lieu, les dégâts dans la société deviendront plus monstrueux encore.

La France a besoin d'un nouveau projet pour son avenir, et elle a besoin de contribuer à changer l'Europe et le monde.

Comme nous l'avons dit dans la contribution publiée au printemps dernier, nous voulons bâtir la « France en commun ». Cette contribution doit maintenant devenir l'appel commun et partagé du Congrès, et pour cela franchir une nouvelle étape pour dire plus clairement encore dans ce texte dont nous pourrions garder le titre ce que nous voulons pour la France, ce pourquoi nous combattons.

Nous pourrions pour cela approfondir le travail collectif des communistes, notre travail avec toute la société autour de quatre grandes idées structurant ce projet.

1. Le travail, l'emploi et l'éducation pour une société sans chômage

J'ai résumé lundi soir lors de mes vœux cet objectif dans cet objectif choc : « zéro chômeur, tous travailleurs ! ». Je sais que cette formule peut être désuète. Bien entendu, ce que nous visons est plus large. Ce que nous voulons c'est le droit au travail, mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées du salariat et même à des activités citoyennes rassemblées.

Mais je crois toutefois au caractère provocateur et audacieux de la campagne que nous devons mener dans la durée.

Nous avons beaucoup de propositions sur la sécurité emploi-formation, sur la réduction du temps de travail, sur la transformation du travail lui-même.

Nous avons mené des batailles sur le coût du capital, sur le rôle des banques.

Face à l'offensive sur l'utilisation ou « l'entrepreneuriat individuel » de Macron qui cache un projet de déshabillage total de tous les droits collectifs, face à la nouvelle attaque du patronat pour imposer la fin du CDI, un nouveau contrat dit contrat « agile » qui comme le dit Gattaz doit « sécuriser les motifs de séparation » pour le patron.

C'est en fait maintenant un nouveau modèle social, dans lequel l'éducation pour l'émancipation devrait tenir une place centrale, que nous devons porter comme projet de société.

À notre travail de projet pour le Congrès, devrait s'adosser sans attendre des campagnes d'actions tous azimuts tant la question de l'emploi, de la précarité et des salaires reste la question numéro un du pays.

2. Une société du bien-vivre et du bien-commun

C'est la logique du système qui est désormais chaque jour interrogée. Le gouvernement français comme les classes dirigeantes du monde capitaliste parlent sans cesse de relancer la croissance. Mais c'est le contenu même de la croissance capitaliste, gavé par la finance et la compétitivité contre le travail, qui est pourri.

La BCE injecte des centaines de milliards sur les marchés sans résultat. La lutte contre le réchauffement climatique bute sur les logiques prédatrices et concurrentielles du système. La compétitivité forcenée des territoires et des populations s'oppose à des logiques de développement respectueuses des humains et de la planète.

Social et écologie ne sont plus séparables et il est temps de le dire avec force et clarté dans un seul et même projet.

France, Europe et Monde, dans un système d'échanges mondialisé et numérisé, ne peuvent plus être pensés les uns contre les autres, mais la logique de développement et de souveraineté partagée doit imposer la coopération contre la concurrence, l'association contre la privatisation, le partage contre la confiscation.

Bien vivre en protégeant l'avenir, protéger les biens communs pour bien vivre demain, c'est le sens du nouveau monde qu'il faut, pas à pas, construire du local au global.

Tous les problèmes de propriété et d'appropriations sociales doivent aussi être repensés en insufflant de la démocratie dans les lieux de pouvoirs économiques et institutionnels.

3. La refondation démocratique de la République, une France d'égalité, ouverte et respectée.

Nous le disions avec force depuis 2012, le temps est venu d'une nouvelle République. L'enfoncement dans la crise politique, mais surtout la confiscation de tous les pouvoirs par les oligarchies financières et le grand capital sont insupportables.

À l'inverse, s'inventent dans la société des manières nouvelles de partager l'information et la décision, d'élaborer en commun, le schéma démocratique est à l'opposé des possibilités collaboratives et coopératives nouvelles. La République française dispose avec l'égalité, la liberté, la fraternité, avec la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour affronter les défis du partage et du brassage multiculturel qu'appelle le 21^e siècle.

Faute de pouvoir les abattre, les effacer, une offensive sans précédent se déploie pour les vider de leur sens. Tous ces principes sont à réinventer pour les déployer pleinement dans le siècle à venir, non seulement à l'échelle de la France et de ses territoires, mais en Europe et dans le monde.

Forte de ces principes, la France peut retrouver sa place dans une Union européenne des peuples libres, souverains et associés. Une France qui se tourne vers le monde pour continuer à le transformer.

France et République doivent claquer comme des mots forts de notre projet en investissant la bataille de sens dont on cherche à les vider.

4. Paix et sécurité pour la France, en Europe et dans le monde

« 3^e guerre mondiale disséminée », « nouvelle guerre froide » ou « nouveau Moyen-âge », les tentatives de caractérisation générale de notre époque abondent et, on le voit, souvent en référence au passé. Un « chaos » auquel nous n'aurions d'autres moyens de nous protéger qu'en menant des guerres qu'elles soient militaires, idéologiques, économiques ou sociales. Des guerres dont causes et conséquences, leviers et obstacles sont confondus. Paradoxalement, plus a été intégrée, en particulier par les classes dirigeantes, la notion fautive d'un affrontement fondamental entre « le bien et le mal », plus les repères et les catégories de pensée ont été vidés de leur sens, brouillés, aggravant le sentiment de chaos. « On » ne sait plus où va le monde, « on » ne sait plus le comprendre, « tout va trop vite ».

Le monde a changé mais fondamentalement ce qui est nouveau c'est le degré de contradictions que le système capitaliste et sa crise génèrent. Grandissent tout à la fois les dérèglements de la mondialisation capitaliste avec tous ses dangers et des expériences historiques de peuples et de sociétés tentant d'ouvrir d'autres chemins : l'expérience des gauches latino-américaines, les mouvements des indignés, les « printemps arabes », les évolutions de la Chine. Des processus de longue durée, complexes, entravés d'obstacles nombreux et pétris de contradictions, portent un espoir que certains avaient décrété impossible dans un contexte global où la fin de la guerre froide a été considérée par les États-Unis et leurs alliés comme l'avènement de leur victoire sur toute alternative au capitalisme.

L'offensive néolibérale amorcée aux États-Unis ou en Grande-Bretagne dans les années 1980 s'est, dans les années 1990 et 2000, déployée globalement en cherchant à réorganiser le monde autour des lois de la « guerre économique ». Nous sommes au bout de ce cycle. Il peut en sortir le pire comme le meilleur. L'interdépendance née de la mondialisation peut être la force des logiques capitalistes qui dominent mais peut aussi être un socle de solidarités et de coopérations qui enrayent ces logiques. C'est ce mouvement qu'il faut pousser.

Un monde pris entre la réactivation des logiques de puissance et l'aspiration à l'égalité, la justice, la solidarité et, fondamentalement, à une exigence de paix ravivée par l'urgence climatique. Cette exigence de paix porte la remise en cause des modes de développement et de production.

C'est cette exigence de paix qui est l'alternative au monde de chaos, aux discours et logiques de guerre en travaillant à rassembler en France, en Europe et dans le monde à la **notion de**

sécurité en tout domaine, inclusive, collective et coopérative. Cette sécurité est tout à la fois la volonté de réponses politiques aux enjeux sociaux, économiques, démocratiques, humains et écologiques, et l'élaboration d'espaces multilatéraux inclusifs de coopération et de sécurité collective qui passe par des politiques de désarmement, de dénucléarisation, de lutttes contre les trafics, la corruption, le commerce légal et illégal des armes mais aussi, concernant les réserves énergétiques et l'eau, une mobilisation mondiale exceptionnelle pour **la mise en commun, déprivatisée et démarchandisée, de ces ressources et de leur exploitation.**

La mise en mouvement des peuples et le rassemblement des forces progressistes seront déterminants pour faire bouger les lignes. Ces mobilisations existent déjà, mais elles ont besoin d'être généralisées, renforcées, d'établir aussi des passerelles entre elles pour peser significativement en faveur de politiques publiques novatrices pouvant ouvrir le chemin de la transformation de la mondialisation. Cette transformation a besoin d'un renouveau des cadres du multilatéralisme afin de le consolider, ce qui implique une ONU démocratisée, refondée sur les valeurs de sa Charte, restaurée dans sa mission de garante de la sécurité collective et de poser en grand la question d'une dissolution de l'organisation politique et militaire qu'est l'OTAN pour aller vers une conception d'une sécurité collective coopérative avec les cadres qu'elle suppose, sous supervision de l'ONU.

Je ne peux qu'évoquer à ce moment du rapport les drames humains quotidiens que vivent les populations. Comme de celles et de ceux qui ont décidé de fuir la guerre, le chaos, et la misère. Pour nous, la première des urgences est sans tergiverser la solidarité et le devoir d'accueil.

Tous ces derniers mois, souvent bien seuls parmi les formations politiques, nous avons combattu des discours pleins d'égoïsme et de haine, en exigeant le changement de politique de la France et de l'Europe. J'avais alerté, après la visite des camps de réfugiés près de Kobané, à l'automne 2014, sur la détresse de ces milliers de réfugiés alors entassés dans ces camps sans aucune aide internationale. Nos appels sont restés lettre morte. Nous dénonçons depuis des mois la construction de murs tout autour de l'Europe forteresse, des murs en dur, et des murs dans les têtes, un dangereux cocktail de haine et de fils barbelés. Et nous avons sans cesse questionné : quel monde inhumain sommes-nous en train de construire ?

Lundi, le PCF sera avec Laurence Cohen au rassemblement à la Fontaine des Innocents pour apporter notre soutien aux centaines de femmes de Cologne qui ont été victimes de viols, d'agressions... Nous y serons aussi pour dénoncer le jeu de l'extrême droite qui met un signe égal entre étranger et violeur - voleur. Nous voulons simplement que la Police, la Justice mènent toutes les investigations pour connaître et faire condamner les organisateurs, les commanditaires et bien sûr les auteurs de ces actes abjects et odieux.

2 - Les forces existent pour un tel projet

C'est la seconde raison de notre conviction. Si un projet de changement peut exister dans notre pays, c'est parce que des forces nombreuses restent à l'écoute et disponibles pour un tel projet. L'état de ces forces n'a pas été idéalisé. Des mouvements contradictoires traversent les consciences. Les obstacles sont nombreux pour leur rassemblement dans une société qui divise les êtres humains et déchire les solidarités. L'impuissance ressentie et

intégrée par des millions de nos concitoyens pèse de plus en plus lourd jusqu'à gagner une partie de ces forces à des idées de régression, faute de pouvoir continuer à croire à un projet solidaire et collectif.

Ils sont pourtant nombreux à s'engager dans des démarches individuelles ou collectives, à vouloir agir, mais les dynamiques générées sont trop éparses et diffuses, sans unité visible. Elles restent trop éclatées et confinées aux espaces qu'elles tentent d'occuper; que ce soit le terrain économique, social et culturel ou encore urbain, écologique, relevant d'exigences féministes, antiracistes, voire aujourd'hui ethniques.

Dans l'incapacité aujourd'hui de s'additionner en se dotant d'une perspective commune, ces forces voient leur potentiel transformateur réduit. Elles faiblissent plus facilement sous le coup de la bataille politique et d'idées, du discours dominant ouvertement régressif et ne visant qu'à annihiler leur dynamique propulsive, balayer voire dévoyer leur caractère émancipateur.

La bataille idéologique est ainsi d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête. C'est ainsi le journaliste Benoît Rayski qui récemment, évoquant les 300 000 premiers signataires d'une pétition contre l'état d'urgence, décrivait l'initiative comme la survivance d'une gauche qui a vécu et à laquelle « il n'est aucune raison de refuser le permis d'inhumer ». La même rhétorique est prétexte à une embardée supplémentaire du premier ministre Manuel Valls parlant de « culture de l'excuse » dès lors qu'on se questionne et interroge au plan sociologique ou historique, sur cette société, cette République qui est la nôtre, la France, en pleine explosion de repères. Sur un autre registre qui est celui de l'emploi, on retrouve les mêmes ressorts justifiant les mêmes solutions régressives ; de nouvelles facilités pour licencier, cela s'appelle faire reculer la peur de l'embauche. La suppression du CD, cela s'appelle « sécuriser les motifs de séparation ». Hier la gauche sécurisait les salariés, maintenant la modernité gouvernementale consiste à sécuriser le MEDEF et les dividendes financiers.

Il est aussi de notre responsabilité de parler à tous ces travailleurs qui se reconnaissent encore nombreux dans les valeurs de gauche, pour les aider à ne pas accepter, à ne pas renoncer. Nous serons au rendez-vous pour relever la gauche du fossé dans lequel les gouvernants s'acharnent à l'enfoncer sous le regard réjoui de la droite et de Madame Le Pen, ai-je écrit dans mes vœux. À nous, en effet, de réinvestir le débat de toute la gauche, avec toutes les femmes et les hommes de gauche, pour donner une actualité aux valeurs que Manuel Valls les appelle aujourd'hui à abandonner.

Pour consolider et élargir le mouvement populaire et citoyen nécessaire, pour reconstruire l'hégémonie culturelle, il nous appartient d'identifier dans l'état contradictoire des forces et des consciences, où sont les points d'appui d'une remise en mouvement populaire. J'ai parlé de toutes ces consciences de gauche que le pouvoir s'emploie à décourager. Réfléchissons également à l'état des forces salariales et sociales. Comment s'adresser à tout ce salariat éclaté ? Tous ces salariés et privés d'emploi, toutes conditions confondues, des plus bas revenus aux cadres surexploités, tous devenus des variables d'ajustement, des logiques de compétitivité du capitalisme mondialisé. 60 % du salariat touche moins de 2 000 euros par mois.

Tous voient leur salaire gelé, leur pouvoir d'achat diminué, leur travail dévalué dans son contenu, leur capacité d'initiative méprisée et leurs attentes réduites à la portion congrue. Les discriminations se multiplient. Ils rencontrent dans le même temps une difficulté croissante à faire valoir leur droit à être respectés.

Nous devons aussi savoir renouer le dialogue avec tous ceux qui se désespèrent de la politique, s'excluant parfois sciemment du champ électoral, du débat politique sans pour autant que cela signifie leur désengagement citoyen. Parfois même, bien au contraire, combien, là-aussi, de jeunes intellectuels, innovateurs, créateurs d'entreprises, militants de la solidarité qui ont tiré un trait sur la politique, alors même que leur projet tente de réinventer un autre monde et des solidarités nouvelles.

Parlons aussi de la jeunesse, révoltée et désabusée tout à la fois, isolée et avide de solidarité en même temps, sensible à toute les recompositions, même les plus dangereuses, sans se repérer entre la droite et la gauche et pourtant toujours sensible à des formes d'engagements où prime la solidarité. Oui, c'est dans ce monde complexe, dans cette société pleine de contradictions que se noue du changement. Il nous appartient d'y puiser les énergies qui réclament une dynamique populaire pour le changement de toute la société.

3 - Nous nous tournons vers le peuple : forums populaires et grande enquête nationale.

Pour faire face aux urgences de la période, pour agir sans tarder pour faire reculer le chômage, contre une révision régressive de la Constitution, pour la relance des Goodyear et des Air France, pour reconstruire du projet commun, pour relancer le débat sur de nouvelles constructions politiques à gauche, **pour sortir du piège de 2017, nous avons une urgence : nous tourner vers la société, vers notre peuple.**

Quelles que soient les perspectives politiques que nous tenterons de construire, nous avons besoin d'espaces d'intervention populaire permanents qui soient des lieux d'action et de débat. La période, comme notre Congrès, nous y appelle. Pour construire du projet, pour agir, pour préparer 2017, nous avons besoin tout au long de l'année 2016 d'une grande campagne de construction de forums populaires.

Cette campagne de forums pourrait être conçue comme une grande enquête nationale tournée vers notre peuple avec la double volonté de comprendre et d'agir. Elle serait menée en popularisant « la France en commun », mais avec l'aide d'un questionnaire d'enquête nationale sur les attentes et les idées du pays, sur la réaction à nos solutions, sur les désirs et les terrains d'engagement souhaités par nos concitoyens, sur ce qu'ils attendent de nous.

Nous avons initié en 2015, 1 000 rencontres, des forums citoyens, des colloques, des assises, des conférences. Nous avons expérimenté des fabriques coopératives permettant de croiser les expertises de citoyens de tous âges, de chercheurs, de militants associatifs, syndicaux, politiques, d'intellectuels. Nous proposons aux communistes de poursuivre cette démarche dans la préparation du congrès, du local, au niveau intercommunal, départemental, métropolitain et quand cela est possible au niveau régional. Il s'agit de moments d'éducation populaire intense, de recherche de construction de pensée commune, pour pouvoir mieux agir.

Le journal l'Humanité, a pris la décision de faire des agoras de l'Humanité en dehors des murs de la fête. La première a eu lieu, samedi dernier, au musée de l'immigration sur le thème du triptyque républicain : liberté, égalité, fraternité. Ce fut un succès par la participation, et surtout par la qualité des intervenants et du débat. N'hésitons pas à populariser notre démarche et la démultiplier avec les citoyens.

Nous placer de façon visible et réelle à l'écoute de la société pour lui donner la parole est décisif. Une large part de la population a le sentiment de n'être jamais entendue. Nous-mêmes avons parfois du mal à ouvrir le dialogue. Dans une situation politique fermée, nous devons être une force de dialogue qui ouvre le débat politique. C'est avec notre peuple tel qu'il est que nous ferons le chemin de l'émancipation. Outre la mise en place de forums, de fabriques coopératives, nous avons besoin d'être plus en proximité avec les habitants de nos lieux de vies, de travail, d'études. Les communistes, sur la base de cette affirmation érigée en mot d'ordre, « nous voulons comprendre et agir », pourraient mener dans le pays une grande enquête populaire.

L'idée d'une grande enquête nationale menée par les communistes fait sûrement débat. Débattons-en. Pour moi, mener cette enquête n'est pas contradictoire avec l'idée de mener l'action sur des grands thèmes nationaux durant la même période.

Faire une enquête grandeur nature, c'est autre chose qu'un sondage d'institut sur un échantillon. C'est donner au Parti et à ses militants les moyens de mieux appréhender le réel et de modifier l'opinion publique. C'est définir un comportement communiste nouveau, qui ne craint pas le débat, ne prend pas les rapports de forces pour figés et ne craint pas d'affronter les idées dominantes dans le débat. Car s'il y a des questions, il y aura surtout discussion. Et ce travail devra donner lieu à un dépouillement et à un rendu, sans quoi il apparaîtra vain. Nous ne pouvons pas nous contenter, ni notre peuple d'une expression électorale comme unique manifestation politique.

Il faudra une enquête populaire permettant réellement l'expression de ceux qui ont beaucoup à dire et de ceux qui ont moins, maniable, accompagnée d'un tract où nous disons ce que nous pensons tout en invitant les gens à remplir notre enquête. Elle pourrait se terminer sur une question ouverte du type : « Et vous, sur quel sujet et comment êtes-vous prêt à agir ? »

Nous avons des discussions de fond sur de nombreuses questions avec des forces politiques et dans une moindre mesure d'autres forces organisées. Quand prenons-nous le temps de construire une relation politique avec notre peuple ? C'est aussi un outil qui peut nous permettre de sortir des logiques d'accords de sommet. L'année 2016 peut être propice à cela, avec des porte-à-porte géants, multipliant les contacts individuels à grande échelle. Cette démarche peut nous aider à élargir les formes et espaces de toutes sortes que nous initierons en éludant aucune des exigences, des actions et des questions politiques du moment.

4 - La bataille de 2017

Si nous vivons un mouvement populaire qui ne se réduit à préparer 2017, cette échéance structure déjà le débat politique dans la société. Par ailleurs, nous ne préparons pas 2017

sans une telle dynamique populaire. Mais il nous revient dès maintenant de prendre l'initiative sur ce terrain, en ne laissant pas libre cours aux seules forces du tripartisme.

Aujourd'hui, c'est clair : tout est fait et pensé pour verrouiller la présidence, autour de trois possibilités et seulement trois : Marine Le Pen, un candidat de droite (Sarkozy, Juppé ou Le Maire), et François Hollande. On veut bien amuser la galerie, mais au fond, rien de ce scénario ne doit bouger. Il est évidemment inacceptable pour nous et pour notre peuple. C'est la disparition de la gauche et de toutes perspectives de transformations sociales.

À gauche et dans notre peuple, des forces nombreuses existent qui s'inquiètent de ce piège. Elles se demandent comment ouvrir la voie à une autre possibilité. En même temps, après les régionales, beaucoup peuvent s'inquiéter d'une candidature qui contribuerait à éliminer la gauche au second tour. Le piège paraît donc difficile à déjouer.

Pour déverrouiller le débat, la question n'est pas donc seulement de construire une candidature à gauche de Hollande, mais de poser une question à toute la gauche : « Quelle candidature de gauche en 2017 pour une alternative à l'austérité, pour un projet solidaire, pour battre la droite et l'extrême droite ? » C'est pourquoi j'ai déclaré qu'il **était nécessaire de construire par un processus populaire et collectif « une candidature de gauche sur un projet de gauche avec des valeurs de gauche », autrement dit pas Hollande, Valls, ou un clone de cette politique.**

Un appel a été lancé lundi pour une primaire à gauche. Le texte appelle à ouvrir « un débat de contenu et d'idées exigeants », en refusant « que la menace du FN et le risque terroriste ouvrent le prétexte pour refuser le débat d'idées et de projet à gauche », et à faire de la primaire la possibilité de construire « une candidature à l'élection présidentielle incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse ».

Comme vous l'avez entendu, j'ai pris l'invitation d'ouvrir la porte à cette possibilité en disant qu'elle méritait d'être discutée. Ce n'est pas notre culture. Nous en connaissons les pièges. Les conditions d'une telle primaire et ses objectifs restent encore très incertains. En tout état de cause, je ne pense pas qu'elle soit, en soi, une panacée universelle. En même temps, aujourd'hui, tout est verrouillé. Allons-nous en rester là ?

Dans quelques jours, un autre appel va être publié qui, lui, lance un appel aux citoyens sur le thème : « cette primaire, prenons-la en main, organisons-la ». On le voit, les initiatives vont se multiplier. Des dizaines de milliers de personnes s'y intéressent. Toutes sont motivées par le désir de rouvrir le choix verrouillé par l'Élysée et Matignon.

J'entends les objections, nous devons avoir le débat. Pour ce qui me concerne, j'ai commencé à multiplier les contacts, les rencontres. J'organiserai cinq lundis de suite, du 25 janvier au 22 février, dans la coupole du CN des forums publics sur le débat de projet et sur la situation à gauche. Nous devons tout faire pour ouvrir les conditions d'une nouvelle construction politique.

J'ai proposé qu'en mars 2016, toutes les forces disponibles fassent un point en commun.

Pour ce qui nous concerne, nous ne pouvons rester l'arme aux pieds. Le CN doit décider et in fine le dernier mot appartiendra aux communistes avec les choix de la base commune et les votes du congrès.

2017, je l'ai dit d'entrée, ne sera pas seulement une bataille présidentielle. La construction de notre bataille législative et sénatoriale doit elle aussi commencer à être préparée sans tarder.

Le secteur élections du Parti, en lien avec nos deux groupes parlementaires et les Fédérations du Parti, sera donc chargé d'activer le travail de préparation pendant toute la durée de préparation du congrès et au-delà tout au long de l'année 2016.

5 - Le Congrès – agenda et méthode

J'ai énoncé les trois objectifs que je propose au congrès. Ils en définissent l'ordre du jour : notre projet ; les élections de 2017 ; les évolutions du Parti.

Notre Conseil national ouvre la période d'appel à contributions prévue par nos statuts. Nous proposons de l'animer fortement sous la responsabilité de la commission de transparence des débats que nous allons élire, car le désir de débat des communistes est légitimement très important.

Cette période pourrait durer jusqu'aux 5 et 6 mars, date à laquelle un nouveau Conseil national pourrait cette fois débattre avoir à l'ordre du jour le projet de base commune de discussion. La commission des textes que nous allons également élire pourra travailler sur les trois thèmes : un document sur notre projet ; une résolution politique sur 2017 ; un relevé de décisions sur les évolutions du Parti.

Après l'adoption du projet de base commune, début mars, puis la publication des projets alternatifs, s'il y en a, au plus tard début avril, le vote des communistes sur le choix de celui qui sera seul soumis au travail d'amendements pourrait avoir lieu tout début mai, avant la tenue de toutes les conférences tout au long du mois de mai avant le congrès du 2 au 5 juin.

Nous voulons donner à notre congrès une **forte dimension internationale et internationaliste** à la mesure à la fois des enjeux et des liens que nous avons tissés et des actions que nous avons menées au cours de ces dernières années. Nous voulons **donner de l'écho et de la force à ces mouvements** qui ont encore besoin de nouvelles convergences. Nous voulons envoyer un **signal d'espoir** : l'humanité a les ressources, les intelligences, les forces, des volontés politiques, de transformer la mondialisation. Et elles sont en mouvement.

Nous voulons inviter toutes les forces et organisations avec lesquelles nous sommes en lien mais aussi des forces avec lesquelles nous voulons travailler à se retrouver en amont de notre congrès à une Conférence mondiale pour la paix et le progrès (« Pour la paix, faisons grandir un monde en commun » ou « Mondialisons la paix »...) avec la présence de personnalités importantes.

Construite de manière à ce que chacun y trouve sa place, cette journée peut rassembler des forces politiques, sociales, citoyennes du monde entier autour de l'exigence de commun (il pourrait y avoir une matinée sur les enjeux de nouveaux modes de production et développement et les alternatives aux traités de libre-échange, une après-midi sur la démilitarisation des relations internationales). Cette conférence pourrait être conclue par un appel en écho à Jaurès : « La paix est le plus grand des combats »

Les représentants des forces qui resteraient au Congrès seraient invités, le vendredi soir, à des débats dans les fédérations et sections de la région parisienne pour donner de l'écho dans les quartiers, dans les villes et départements aux discussions de la Conférence.

Nous voulons avec cette Conférence et la présence de délégués internationaux nombreux que ce congrès soit aussi une expérience internationale pour les congressistes et militants du Parti. Nous solliciterons les fédérations pour organiser un réseau militant d'hébergement de nos invités.

Concernant le débat sur les évolutions du Parti, il n'est pas nouveau. Un très grand renouvellement a déjà eu lieu. Un travail de recensement nous a permis d'avancer considérablement sur la connaissance de notre richesse militante. Mais il nous revient maintenant de faire mieux vivre cette richesse de compétences et d'engagement.

Nous proposons de mener un travail qui n'aboutira pas à nouveau à un texte d'intention, mais à un relevé de décisions actant des chantiers concrets de transformation. Je pense, notamment, à l'amélioration de notre implantation de proximité, à la réorganisation de notre travail politique à l'entreprise et dans les quartiers populaires, aux mutations nécessaires de notre politique de communication et de réseaux, au renouvellement de notre dispositif de formation et de la composition de nos directions.

Nous élirons également, ce week-end, la délégation du Conseil national qui siègera dans la commission des candidatures aux côtés des représentants des Fédérations.